



80, promenade Commerce Valley Est, bureau 1
Markham (Ontario) L3T 0B2
Téléphone : 905-739-9739
Télécopieur : 905-739-9740
Site Web : cupe.on.ca
Courriel : info@cupe.on.ca

18 janvier 2016

Michael Latimer
Président-directeur général
1, avenue University, bureau 700
Toronto (Ontario) M5J 2P1

Et

George Cooke
Président de la Société d'administration d'OMERS
1, avenue University, bureau 700
Toronto (Ontario) M5J 2P1

Chers Michael et George,

Au nom des membres du SCFP-Ontario participant à OMERS, je vous écris afin de vous faire part d'importantes inquiétudes quant à l'achat d'actions d'Hydro One, y compris le processus – ou l'absence de processus – en vertu duquel OMERS a acheté des actions à la suite de ce premier appel public à l'épargne (PAPE) controversé.

Les membres du SCFP-Ontario représentent le groupe le plus important de participants à OMERS. Notre opposition claire, déterminée démocratiquement, à la privatisation d'Hydro One et le désir de nos membres de ne pas voir leurs salaires différés, durement acquis, être utilisés pour acheter des actions dans le cadre de cette privatisation risquée, a été clairement communiquée à OMERS de différentes façons.

Je vous ai personnellement rencontré tous les deux en tant que président de la Société d'administration d'OMERS et président-directeur général d'OMERS pour discuter de cette question. Nos représentants au sein de la Société d'administration et de la Société de promotion d'OMERS ont fait part, à l'interne, de nos préoccupations quant à cet investissement potentiel. La question a été soulevée lors de rencontres entre les membres de notre personnel et les membres du personnel d'OMERS. Des participants individuels au régime ont écrit directement à OMERS pour exprimer clairement leur opposition à tout achat en cas de privatisation. Le SCFP-Ontario et la coalition *Gardons les services d'électricité publics* (Keep Hydro Public Coalition), dont sont membres plusieurs autres syndicats représentant des participants à OMERS, ont fait directement une présentation aux membres du conseil de la Société d'administration d'OMERS sur nos préoccupations urgentes relativement au PAPE d'Hydro One. Cette dernière mesure était la deuxième fois seulement que le SCFP-Ontario déployait tant d'efforts pour indiquer son désaccord avec n'importe quel investissement et pour faire part des dangers pour notre régime de retraite.

Un tel effort soutenu de la part de son répondant de participants le plus important aurait dû faire en sorte qu'OMERS s'abstienne d'acheter des actions d'Hydro One. Du moins, un tel effort aurait dû faire en sorte qu'OMERS y réfléchisse à deux fois et fasse preuve de saine diligence. Alors que 194 municipalités ont adopté des résolutions contre la vente d'Hydro One, les mesures prises par d'autres organisations répondantes auraient également dû être un indicateur majeur des dommages possibles à la relation entre le régime et les groupes d'employeurs. Ces questions importantes, combinées à la vive opposition publique et à la controverse entourant la vente d'Hydro One, auraient dû être suffisantes pour empêcher l'achat d'actions en lumière des dommages potentiels à la réputation d'OMERS et des dommages aux relations avec les parties prenantes.

...2

Fred Hahn
Président

BÂTIR UN ONTARIO MEILLEUR

Candace Rennick
Secrétaire-trésorière

Je crois plutôt comprendre que la décision d'acheter des actions du controversé PAPE d'Hydro One à son premier jour d'émission a été prise par les membres du personnel, non pas par l'entremise d'un processus du conseil de la Société d'administration d'OMERS ou de ses comités. Ceci, même si le manuel de gouvernance d'OMERS souligne clairement que le rôle du conseil de la Société d'administration d'OMERS est de superviser « les transactions qui sortent du cours normal des affaires ou qui représentent des formes inhabituelles de risque d'atteinte à la réputation ». L'achat d'actions dans le cadre d'un des plans de privatisation les plus controversés de l'histoire du Canada – et particulièrement un auquel un si grand nombre d'organisations répondantes du régime sont opposées – aurait certainement dû être considéré comme sortant du cours normal des affaires. L'intervention directe du SCFP-Ontario à elle seule était clairement hors du cours normal des affaires d'OMERS en ce qui a trait à sa relation avec les membres et les parties prenantes.

Le SCFP-Ontario croit fermement que l'achat d'actions d'Hydro One par OMERS était une mauvaise décision. Le mépris avec lequel le conseil de la Société d'administration d'OMERS a fait fi des objections de nos membres à l'égard de l'achat d'actions a inutilement mis en péril la capacité d'OMERS de bâtir des relations fortes et significatives avec les participants individuels au régime de nombreux répondants différents et avec le SCFP-Ontario en tant que partie prenante.

Le SCFP-Ontario poursuivra sa campagne visant à empêcher la vente d'Hydro One. Cette campagne a toujours inclus un examen des acheteurs institutionnels d'actions et des mesures directes contre eux. Il est très regrettable que le geste d'OMERS a fait en sorte qu'il est maintenant une de ces organisations.

Étant donné les graves préoccupations soulevées ci-dessus, y compris ce qui semble être un manque choquant de gouvernance interne sur cette question par OMERS et le conseil de la Société d'administration, je demande une rencontre avec vous deux, à laquelle participeraient des représentants des répondants, afin de discuter de façons pour OMERS, en tant que régime, de réparer les dommages causés aux relations avec le SCFP-Ontario comme un des principaux répondants du régime, et de façons dont notre régime peut éviter de devenir une cible pour ceux qui s'opposent à la privatisation et à la vente de biens publics en Ontario.

J'attends votre réponse et notre prochaine rencontre sur cette question avec impatience.

Je vous prie d'accepter, Messieurs, l'expression de mes sentiments distingués.

Le président,



Fred Hahn

cc: M. Love, coprésidente de la Société de promotion d'OMERS
F. Ramagnano, coprésident de la Société de promotion d'OMERS
B. O'Keefe, Société de promotion d'OMERS
T. Maguire, Société de promotion d'OMERS
J. Weatherup, Société d'administration d'OMERS
D. Beggs, Société d'administration d'OMERS

sepb343